

Messieurs les Anciens Combattants,
 Mesdames et Messieurs les Élus,
 Madame l'Inspectrice de l'Éducation nationale,
 Mesdames et Messieurs les représentants de la Gendarmerie et des Sapeurs-Pompiers,
 Mesdames, Messieurs,
 Chers enfants,

Le 19 mars est une date symbolique de notre mémoire collective, dans le combat pour la Paix, tout comme l'armistice du 11 novembre et la Victoire du 8 mai.

Les accords d'Évian ont déterminé la fin des opérations militaires sur le territoire algérien, à la date du 19 mars 1962 à midi.

Entre 1954 et 1962, soldats de métiers, mais aussi jeunes appelés et rappelés du contingent, harkis, tous furent confrontés à la même épreuve. Parmi les deux millions de jeunes français mobilisés, 24 000 sont morts en Algérie, 4 000 en Tunisie et au Maroc et 2 000 soldats disparus.

Du côté algérien, plus de 500 000 civils et militaires ont perdu la vie.

Des milliers de pieds noirs ont connu l'exode. Des milliers de harkis ont fui, pour se retrouver relégués à la lisière de la société. Les millions de jeunes français mobilisés, qui ont pu rentrer, ont été confrontés à la tentative violente d'amnésie des autorités.

Le 19 mars 1962, deux peuples ont fait le choix de mettre fin à ce massacre, de mettre fin à la colonisation, malgré les jusqu'au-boutistes.

Deux peuples, car il s'agissait d'un compromis politique. Et ces accords ont été approuvés par le peuple français à plus de 90 % lors du référendum du 8 avril 1962.

Ces accords sont la démonstration que les peuples savent faire le choix de l'Humain et de la Paix.

C'était une guerre. Qui, comme toutes les guerres, portait les germes de l'injustice, de l'horreur, de l'arbitraire et de l'absurde. Qui, comme toutes les guerres, portait l'oubli des valeurs universelles qui doivent pourtant unir l'Humain. Par exemple, les appelés ont pour beaucoup été les témoins de ce que la France n'était pas ce qu'elle disait être.

Une guerre, pourtant qualifiée de maintien de l'ordre, puis trop longtemps cachée avec l'objectif qu'elle soit effacée. Cette politique de l'oubli a duré jusqu'en 1982. Sa reconnaissance officielle ne date que de 1999...

Et pourtant, à quoi pouvaient bien aboutir des années de colonialisme, d'asservissement de peuples que la France, comme d'autres pays, faisait perdurer ?

Parce que les peuples d'Afrique ont en effet vécu une terrible violence du fait colonial avec des morts, des expropriations, des privations de liberté et surtout une négation profonde de la dignité humaine par la domination politique, économique et culturelle.

L'histoire de notre « patrie des Droits de l'homme », c'est aussi cette sombre période de négation de la simple dignité humaine, que nous devons regarder en face, en reconnaissant la réalité des faits, en combattant tout révisionnisme abject. Et en faisant en sorte que cela ne revienne jamais.

Nos deux peuples de France et d'Algérie ont tourné le dos à ces partisans de l'Algérie française, qui s'étaient opposés alors au cessez-le-feu des accords d'Évian, qui avait tenté un putsch pour installer une dictature en France, qui ont continué à faire entendre leur vision de l'Histoire en semant la terreur, et dont certains continuent d'ailleurs encore aujourd'hui de défendre la soumission d'un peuple par un autre.

Cette idéologie reste portée en France, par l'extrême droite et quelques malheureux opportunistes, qui essaieront toujours de tordre les faits pour asseoir des relents suprémacistes. Que nous ne retrouvons que trop ces dernières années, ces derniers mois, aussi en Europe et par le monde... Non un peuple n'est pas supérieur à un autre. Non, un humain n'a pas de supériorité sur un autre. Et un

humain ne peut être ni détenu arbitrairement, ni exilé arbitrairement. La déclaration universelle des Droits de l'Homme doit être aujourd'hui défendue pour retrouver enfin, une place centrale dans les relations internationales. Seule option pour retrouver un chemin de Paix dans notre monde.

Diderot nous invitait déjà à la réflexion en 1796, dans son « supplément au Voyage de Bougainville » à Tahiti : « *Si un Taitien [Tahitien] débarquait un jour sur vos côtes et s'il gravait sur une de vos pierres ou sur l'écorce d'un de vos arbres : ce pays appartient aux habitants de Taïti [Tahiti], qu'en penserais-tu ?*

Tu n'es pas esclave : tu souffrirais la mort plutôt que de l'être, et tu veux nous asservir ! Tu crois donc que le Tahitien ne sait pas défendre sa liberté et mourir ? Celui dont tu veux t'emparer comme de la brute, est ton frère. Vous êtes deux enfants de la nature ; quel droit as-tu sur lui qu'il n'ait pas sur toi ? »

À cet instant, je ne peux que me tourner vers nos anciens combattants qui, inlassablement, mènent le juste combat du devoir de mémoire.

Aux côtés de tous ceux dont le destin s'est effacé devant celui de la Nation, vous êtes nos exemples de respect, de dignité, de fidélité mais aussi de réflexion, d'apaisement et de rassemblement.

Nous devons agir avec votre exemple, pour l'avenir, pour la Paix. Nous devons favoriser la réalité de la Liberté et des valeurs humaines. Nous devons combattre tous ensemble la haine et ses agitateurs, et être vigilants face aux tentatives de divisions.

Nous devons être attentifs à permettre aux singularités de coexister, aux pensées de vivre librement, dans le cadre républicain qui nous protège tous dans nos individualités, à égale valeur. Il est essentiel de reconnaître les différences de chacun afin de garantir une société plurielle et solidaire et non une juxtaposition de communautés fermées.

Cette solidarité, cette Fraternité, c'est ce que les peuples ont de plus précieux, pour résister à l'oppression, à la terreur. Et ce sont ces valeurs que nous défendons en nous rassemblant ici-même, primordiales pour garantir la Liberté et l'Égalité.

C'est cette France-là que je vous invite à chérir, à protéger, à faire vivre au quotidien autour de vous. Et c'est l'universalité de ses valeurs que je vous invite à défendre pour que le monde retrouve le chemin de la Paix.

Vive la Paix
Vive la Liberté
Vive la République
Vive la France